

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES  
SK/609

**Arrêté du 24 novembre 2020  
portant mise en demeure à la Coopérative agricole de céréales (CAC)  
de respecter, pour ses installations sises à Ensisheim, les dispositions de l'arrêté ministériel  
du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de  
grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des  
poussières inflammables**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables,

VU l'arrêté préfectoral n°78 451 du 14 mars 1985 portant autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport du 27 octobre 2020 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées suite à la visite du 20 octobre 2020,

Considérant que le rapport d'analyse de risque foudre du 6 janvier 2020 a relevé une absence de pare-foudre sur le local téléphonie proche du silo numéro un,

Considérant que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 prescrit que « *Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets [...] de la foudre.* »,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité*

*administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : la société Coopérative agricole de céréales (CAC), désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 10 rue Lavoisier à Colmar (68012) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises 2 rue d'Ungersheim à Ensisheim (68190), dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 reprises ci-après :

« Article 9

[...]

*Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.*

[...] »

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 24 novembre 2020

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.